



CHAPITRE 37

Loi modifiant le Code de la route

[Sanctionnée le 6 juillet 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
142, a. 2,
mod.

1. L'article 2 du Code de la route (Statuts refondus, 1941, chapitre 142), modifié par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 39, l'article 7 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, l'article 3 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, et l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 11° par le suivant:

"chauffeur".

"11° Le mot "chauffeur" signifie une personne qui gagne sa vie à conduire des véhicules automobiles;"

b) en retranchant le paragraphe 16°.

S.R., c.
142, a. 7,
mod.

2. L'article 7 de la dite loi, modifié par l'article 9 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, l'article 7 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, et l'article 5 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié en retranchant dans la quatrième ligne les mots "attestée sous serment".

Id., a. 11,
remp.

3. L'article 11 de la dite loi est remplacé par le suivant:

Cession
de propriété.

"**11. 1.** Au cas de cession du droit de propriété d'un véhicule automobile enregistré, le propriétaire enregistré doit enlever les plaques et remettre au Bureau le certificat d'enregistrement pour annu-

CHAPTER 37

An Act to amend the Highway Code

[Assented to 6th July 1962]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Highway Code (Revised Statutes, 1941, chapter 142), amended by section 1 of the act 9 George VI, chapter 39, section 7 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, section 3 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, and section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 64, is again amended:

a. by replacing paragraph 11 by the following:

"11. The word "chauffeur" means a person who drives motor vehicles as a means of livelihood;"

b. by striking out paragraph 16.

2. Section 7 of the said act, amended by section 9 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, section 7 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, and section 5 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 64, is again amended by striking out the word "sworn" in the third line.

3. Section 11 of the said act is replaced by the following:

"**11. 1.** In the event of a transfer of ownership of a registered motor vehicle, the registered owner shall remove the markers therefrom and return to the Bureau for cancellation the certificate of

lation avec une déclaration sous sa signature des nom et adresse de l'acquéreur.

Plaques.

2. Ce propriétaire doit alors remettre les plaques au Bureau à moins qu'il ne demande en même temps l'enregistrement à son nom d'un autre véhicule automobile auquel il peut apposer ces plaques; cet enregistrement est en ce cas accordé sur paiement d'un honoraire d'un dollar et du montant par lequel l'honoraire requis excède celui payé pour le véhicule cédé. Après le 1er septembre d'une année d'enregistrement, l'excédent est réduit de moitié.

Acqué-
reur.

3. L'acquéreur du véhicule automobile cédé doit, sauf exemption prévue par la présente loi, en obtenir sans délai l'enregistrement à son nom aux conditions ordinaires; cependant s'il est commerçant d'automobiles licencié il peut en obtenir le transport sans enregistrement.

Annula-
tion de
vente
condition-
nelle.

4. Après l'annulation d'une vente conditionnelle, si l'acheteur ne se conforme pas au paragraphe 1, le directeur peut, sur preuve satisfaisante de cette omission et de la reprise du véhicule par le vendeur, en annuler l'enregistrement sur remise des plaques et accorder le transport sans enregistrement sur paiement d'un honoraire d'un dollar.

Transport
de proprié-
té par dé-
cès, etc.

5. Au cas de transport du droit de propriété d'un véhicule automobile enregistré, par décès, donation ou partage, ou par liquidation ou cession d'une entreprise, le transport de l'enregistrement au nouveau propriétaire, y compris le droit d'utiliser les plaques, est accordé sur remise du certificat d'enregistrement au Bureau avec demande par écrit, preuve à la satisfaction du directeur et paiement d'un honoraire d'un dollar.

Responsa-
bilité.

6. Tant que le propriétaire enregistré d'un véhicule automobile ne s'est pas conformé aux paragraphes 1 et 2 ou que l'enregistrement n'a pas été annulé suivant le paragraphe 4 ou transporté suivant le paragraphe 5, il en est réputé le propriétaire pour fins de responsabilité et pour les fins d'une assurance de la responsabilité découlant de la propriété ou de l'usage de ce véhicule.

Véhicule
au rancart,
etc.

7. Quiconque met au rancart ou en pièces un véhicule automobile enregistré

registration with a statement signed by him of the name and address of the transferee.

Markers.

2. Such owner shall then return the markers to the Bureau unless he applies at the same time for the registration in his name of another motor vehicle to which he may affix such markers; the registration is in such case granted on payment of a fee of one dollar plus the amount whereby the prescribed fee exceeds that paid for the vehicle transferred. After the 1st of September in a registration year, the excess shall be reduced by one-half.

Trans-
feree.

3. The person to whom the motor vehicle is transferred shall, saving the exemptions provided by this act, obtain forthwith the registration thereof in his name on the usual conditions; but if he is a licensed automobile dealer he may obtain the transfer thereof without registration.

Cancell-
ation of
condition-
al sale.

4. After the cancellation of a conditional sale, if the purchaser does not comply with subsection 1, the Director, upon satisfactory proof of such omission and of the repossession of the vehicle by the vendor, may cancel the registration thereof on surrender of the markers and grant the transfer without registration on payment of a fee of one dollar.

Transfer
by death,
etc.

5. In the case of the transfer of the ownership of a registered motor vehicle by death, gift or partition, or by the winding-up or transfer of an undertaking, the transfer of the registration to the new owner, including the right to use the markers, shall be granted upon surrender of the registration certificate to the Bureau with an application in writing, proof to the satisfaction of the Director and payment of a fee of one dollar.

Responsi-
bility.

6. So long as the registered owner of a motor vehicle has not complied with subsections 1 and 2 or the registration has not been cancelled under subsection 4 or transferred under subsection 5, he shall be deemed to be the owner for purposes of responsibility and for purposes of insurance against the responsibility resulting from the ownership or use of such vehicle.

Vehicle
discarded,
etc.

7. Whosoever discards or dismantles a registered motor vehicle shall forth-

doit immédiatement en remettre au Bureau les plaques et le certificat d'enregistrement avec demande d'annulation; il peut cependant exercer alors le droit prévu au paragraphe 2."

with surrender the markers and registration certificate thereof to the Bureau with a request for cancellation; he may however exercise the right provided in subsection 2."

S.R., c.
142, sec.
III; para.
2, titre
remp.

4. Le titre du paragraphe 2 de la section III de la dite loi est remplacé par le suivant:

"§2. — *Des permis de conducteur et de chauffeur*".

4. The title of subdivision 2 of division III of the said act is replaced by the following:

"§2. — *Operators' and chauffeurs' permits*".

R.S., c.
142, div.
III, subd.
2, title re-
placed.

Id., aa. 15,
16, remp.

5. Les articles 15 et 16 de la dite loi, sont remplacés par les suivants:

5. Sections 15 and 16 of the said act are replaced by the following sections:

Id., ss. 15,
16, re-
placed.

Permis de
conduc-
teur.

"15. 1. Il est défendu de conduire un véhicule automobile sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins dix-sept ans et d'avoir un permis de conducteur ou de chauffeur.

"15. 1. No person shall drive a motor vehicle upon a public highway unless he is at least seventeen years of age and holds an operator's or chauffeur's permit.

Permit to
drive.

Permis
temporai-
re.

2. Une personne, ayant atteint l'âge de dix-sept ans, peut cependant conduire une automobile durant une période de temps n'excédant pas deux mois, pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant elle soit accompagnée d'une personne ayant un permis de conducteur ou de chauffeur.

2. Any person who has reached the age of seventeen years may however drive an automobile, during a period of not more than two months, provided a permit to that effect has been granted to him by the Bureau, upon payment of a fee established by the Minister, and provided that while driving he is accompanied by a person holding an operator's or chauffeur's permit.

Tempo-
rary
permit.

Permis
pour dou-
ble com-
mande.

3. Une personne ayant atteint l'âge de seize ans, inscrite à un cours de conduite automobile approuvé par le directeur, peut cependant conduire une automobile à double commande pourvu qu'un permis à cet effet lui soit octroyé par le Bureau, sur paiement d'un honoraire établi par le ministre, et qu'en conduisant, elle soit accompagnée d'un instructeur diplômé.

3. A person who has reached the age of sixteen years and is registered for a course of automobile driving approved by the Director, may however drive a dual-control automobile provided a permit to that effect has been granted to him by the Bureau, upon payment of a fee established by the Minister, and provided that while driving he is accompanied by a certificated instructor.

Permit for
dual-
control
auto-
mobile.

Cours de
conduite,
approuvé.

4. Lorsqu'une personne a suivi avec succès un cours approuvé par le directeur comportant au moins vingt-cinq leçons théoriques d'une heure et six leçons pratiques d'égale durée, un permis de conducteur peut lui être accordé quoiqu'elle n'ait pas atteint l'âge de dix-sept ans.

4. When a person has successfully followed a course approved by the Director and comprising at least twenty-five theoretical lessons of one hour and six practical lessons of equal duration, an operator's permit may be granted him although he may not have reached the age of seventeen years.

Approved
course of
instruc-
tion.

Mineure.

5. Un permis ne peut être délivré en vertu du présent article à une personne n'ayant pas atteint l'âge de vingt et un ans, à moins que le consentement écrit de son père, de sa mère ou de son tuteur, selon le cas, ne soit déposé au Bureau.

5. No permit shall be issued under this section to a person who has not reached the age of twenty-one years unless the written consent of his father, mother or tutor, as the case may be, has been deposited with the Bureau.

Minor.

Chauf-
feur.

6. La personne qui conduit une automobile en sa qualité de chauffeur du propriétaire doit avoir un permis de chauffeur.

6. A person who drives an automobile in his capacity of chauffeur of the owner must hold a chauffeur's permit.

Autobus,
etc.

"16. Il est défendu de conduire un autobus ou un véhicule de livraison sur un chemin public à moins d'être âgé d'au moins vingt et un ans et d'avoir un permis de chauffeur."

"16. No person shall drive an autobus or delivery vehicle on a public highway unless he is at least twenty-one years of age and holds a chauffeur's permit."

S.R., c.
142, a. 18,
mod.

6. L'article 18 de la dite loi est modifié en remplaçant dans la sixième ligne les mots "à la licence requise" par les mots "au permis requis".

6. Section 18 of the said act is amended by replacing the word "license" in the sixth line, by the word "permit".

Id., sec.
III, titre
de para. 7,
rempl.

7. Le titre du paragraphe 7 de la section III de la dite loi est remplacé par le suivant:

7. The title of subdivision 7 of division III of the said act is replaced by the following:

"§7. — De l'expiration
et du renouvellement des permis".

"§7. — Expiry and Renewal of Permits".

Id., a. 22
rempl.

8. L'article 22 de la dite loi est remplacé par le suivant:

8. Section 22 of the said act is replaced by the following:

Expira-
tion du
permis.

"22. Les permis de conducteur et de chauffeur expirent le trente et un mai de chaque année impaire et ils sont renouvelables le premier juin suivant.

"22. Operators' and chauffeurs' permits shall expire on the thirty-first of May in every odd-numbered year and be renewable on the following first of June.

Honorai-
re.

L'honoraire payable pour la délivrance ou le renouvellement d'un de ces permis est de cinq dollars jusqu'au trente et un mai de chaque année paire; pendant les douze mois suivants, il est de deux dollars et cinquante cents."

The fee payable for the issue or renewal of any such permit shall be five dollars until the thirty-first of May in every even-numbered year; during the ensuing twelve months it shall be two dollars and fifty cents."

S.R., c.
142, a. 25,
mod.

9. L'article 25 de la dite loi, modifié par l'article 20 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 13, l'article 22 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, et l'article 14 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié en remplaçant les paragraphes 1 et 3 par les suivants:

9. Section 25 of the said act, amended by section 20 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 13, section 22 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, and section 14 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 64, is again amended by replacing subsections 1 and 3 by the following subsections:

Port du
permis,
etc.

"1. Toute personne conduisant un véhicule automobile dans un chemin public doit porter sur elle son permis de conduire et le certificat d'enregistrement du véhicule automobile. Celui qui conduit un véhicule possédé en vue de le louer doit être soit un chauffeur soit le locataire du véhicule; si c'est un chauffeur, il doit produire à demande, au constable ou à

"1. Every person driving a motor vehicle upon any public highway must carry with him his permit to drive and the registration certificate of the motor vehicle. The driver of a vehicle possessed for hire shall be either a chauffeur or the lessee of the vehicle; if he is a chauffeur, he shall produce, on request by a constable or a peace officer, (a) the certificate of regis-

l'agent de la paix (a) le certificat d'enregistrement du véhicule, (b) son permis de chauffeur; si c'est le locataire, il doit produire (a) le certificat d'enregistrement du véhicule, (b) son permis de conduire, et (c) une carte du propriétaire enregistré indiquant que le véhicule est à ce moment sous bail sans chauffeur."

Reproduction photographique.

"3. Pour les fins du présent article, les originaux des certificats et permis peuvent être remplacés par une reproduction photographique de ces pièces, délivrée par le Bureau."

of the vehicle, (b) his chauffeur's permit; if he is the lessee, he shall produce (a) the certificate of registration of the vehicle, (b) his driver's permit and (c) a card from the registered owner stating that the vehicle is at the time under lease without a chauffeur."

"3. For the purposes of this section, the original certificates and permits may be replaced by a photographic reproduction of such documents, issued by the Bureau."

Photographic reproductions.

S.R., c. 142, a. 39, ab.

10. L'article 39 de la dite loi est abrogé.

10. Section 39 of the said act is repealed.

R.S., c. 142, s. 39, repealed.

Id., a. 45, remp.

11. L'article 45 de la dite loi est remplacé par le suivant:

11. Section 45 of the said act is replaced by the following:

Id., a. 45, replaced.

Admission des passagers.

"45. Toute personne qui n'est pas en état d'ébriété doit être admise s'il y a un siège disponible."

"45. Any person who is not in a state of intoxication must be admitted if there is a vacant seat."

Admission of passengers.

S.R., c. 142, aa. 48, 48a, 49, remp.

12. Les articles 48, 48a et 49 de la dite loi, abrogés par les articles 42 et 43 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, sont remplacés par les suivants:

12. Sections 48, 48a and 49 of the said act, repealed by sections 42 and 43 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, are replaced by the following sections:

R.S., c. 142, ss. 48, 48a, 49, replaced.

Conduite sans prudence, etc.

"48. Quiconque conduit une automobile dans un chemin public sans la prudence et le soin requis ou sans égard aux autres usagers du chemin, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de cinquante à deux cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. Au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, en outre des frais, d'une amende de deux cents à cinq cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois."

"48. Every person who drives a motor vehicle on a highway without due care and attention or without consideration for other persons using the highway is guilty of an offence and liable, in addition to the costs, to a fine of fifty to two hundred dollars and to imprisonment for not more than one month. In the case of a subsequent offence within two years he is liable, in addition to the costs, to a fine of two hundred to five hundred dollars and to imprisonment for not more than two months."

Driving without due care, etc.

Permis suspendu.

Lors d'une condamnation en vertu du présent article, le juge ou magistrat suspend, pour une période d'un à trois mois ou s'il s'agit d'une récidive, de trois à six mois, le permis de conducteur ou de chauffeur de l'inculpé.

In any conviction under this section, the judge or magistrate shall suspend, for a period of one to three months or, in the case of a subsequent offence, three to six months, the operator's or chauffeur's permit of the accused.

Permit suspended.

Devoirs du conducteur en cas d'accident.

"48a. Le conducteur d'automobile impliqué dans un accident doit
a) rester sur les lieux ou y retourner immédiatement;
b) fournir toute l'aide nécessaire et

"48a. The driver of an automobile involved in an accident shall
a. remain at or immediately return to the scene of the accident;
b. render all reasonable assistance and

Duty of driver involved in accident.

c) donner par écrit à toute personne ayant subi une blessure ou un dommage ou à un agent de la paix ou à un témoin, ses nom et adresse ainsi que les nom et adresse du propriétaire enregistré, avec le numéro du permis de conducteur ou de chauffeur et le numéro d'enregistrement du véhicule, selon qu'il en est alors requis.

Infraction
et peines.

Quiconque contrevient au présent article commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de cent à trois cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. Au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, en outre des frais, d'une amende de trois cents à six cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Permis
suspendu.

Lors d'une condamnation en vertu du présent article, le juge ou magistrat suspend, pour une période de trois à six mois ou s'il s'agit d'une récidive, de six mois à un an, le permis de conducteur ou de chauffeur de l'inculpé.

Conduite
au cas de
permis
suspendu
ou annulé.

"49. Quiconque conduit une automobile alors que son permis est annulé ou suspendu commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de cent à deux cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours et au cas de récidive dans les deux ans, il est passible, en outre des frais, d'une amende de deux cents à quatre cents dollars et d'un emprisonnement de huit à trente jours."

S.R., c.
142, a.
49d, mod.

13. L'article 49d de la dite loi, remplacé par l'article 44 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, et modifié par l'article 22 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié:

a) en insérant dans la troisième ligne du paragraphe 1°, après le mot "deux" les mots "à cinq";

b) en insérant dans la cinquième ligne du paragraphe 2°, après le mot "cinq" les mots "à dix";

c) en insérant dans la deuxième ligne du sous-paragraphe a du paragraphe 4°, après le mot "vingt" les mots "à cinquante";

d) en insérant dans la troisième ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 4°,

c. give in writing to anyone sustaining loss or injury or to any peace officer or to a witness, his name and address and also the name and address of the registered owner and the number of the operator's or chauffeur's permit and the registration number of the vehicle or such of this information as is then requested.

Whosoever contravenes this section shall be guilty of an offence and liable, in addition to the costs, to a fine of one hundred to three hundred dollars and to imprisonment for not more than one month. In the case of a subsequent offence within two years he shall be liable, in addition to the costs, to a fine of three hundred to six hundred dollars and to imprisonment for not more than two months.

Offence
and
penalty.

In any conviction under this section, the judge or magistrate shall suspend, for a period of three to six months or, in the case of a subsequent offence, six months to one year, the operator's or chauffeur's permit of the accused.

Permit
suspend-
ed.

"49. Whosoever drives an automobile while his permit is cancelled or suspended shall be guilty of an offence and liable, in addition to the costs, to a fine of one hundred to two hundred dollars and to imprisonment for not more than fifteen days and, in the case of a subsequent offence within two years, he shall be liable, in addition to the costs, to a fine of two hundred to four hundred dollars and to imprisonment for eight to thirty days."

Driving
while
permit
cancelled
or sus-
pended.

13. Section 49d of the said act, replaced by section 44 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, and amended by section 22 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 67, is again amended:

R.S., c.
142, s.
49d, am.

a. by inserting, after the word "two" in the third line of paragraph 1, the words "to five";

b. by inserting, after the word "five" in the fifth line of paragraph 2, the words "to ten";

c. by inserting after the word "twenty" in the second line of sub-paragraph a of paragraph 4, the words "to fifty";

d. by inserting, after the word "fifty" in the second line of sub-paragraph b

après le mot "cinquante" les mots "à cent";

e) en insérant dans la troisième ligne du sous-paragraphe c du paragraphe 4°, après le mot "cent" les mots "à deux cents";

f) en retranchant dans la troisième ligne du paragraphe 6°, les chiffres et lettre "36c";

g) en insérant dans la troisième ligne du sous-paragraphe c du paragraphe 6°, après le mot "cent" les mots "à deux cents";

h) en insérant dans le paragraphe 7°, après le sous-paragraphe c, le suivant:

"cc) transporte dans un taxi plus de sept personnes; ou";

i) en remplaçant dans la sixième ligne du dernier alinéa du paragraphe 7°, les mots "n'excédant pas" par les mots "de vingt-cinq à".

of paragraph 4, the words "to one hundred";

e. by inserting, after the word "hundred" in the third line of sub-paragraph c of paragraph 4, the words "to two hundred";

f. by striking out the figures and letter "36c" in the third line of paragraph 6;

g. by inserting, after the word "hundred" in the third line of sub-paragraph c of paragraph 6, the words "to two hundred";

h. by inserting, after sub-paragraph c of paragraph 7, the following sub-paragraph:

"cc. transports more than seven persons in one taxi; or";

i. by replacing the words "not exceeding" in the sixth line of the last paragraph of paragraph 7, by the words "of twenty-five to."

S.R., c.
142, a. 53,
mod.

14. L'article 53 de la dite loi, modifié par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 63, et l'article 24 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié en insérant dans la sixième ligne du paragraphe 2, après "46a" ce qui suit: "48, 48a, 49".

14. Section 53 of the said act, amended by section 1 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 63, and section 24 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 64, is again amended by inserting, after "46a" in the sixth line of subsection 2, the following: "48, 48a, 49".

R.S., c.
142, s. 53,
am.

Id., a. 55,
mod.

15. L'article 55 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 48, l'article 6 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 45, l'article 31 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, l'article 7 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, et l'article 46 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, est de nouveau modifié en ajoutant au paragraphe 8 ce qui suit:

"Cependant, les frais ne peuvent comprendre aucun honoraire d'avocat."

15. Section 55 of the said act, amended by section 1 of the act 11 George VI, chapter 48, section 6 of the act 14-15 George VI, chapter 33, section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 45, section 31 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, section 7 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, and section 46 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, is again amended by adding to subsection 8 the following:

"The costs, however, shall not include any advocate's fee."

Id., s. 55,
am.

Frais
d'avocat.

Advo-
cate's fee.

S.R., c.
142, a. 57,
remp.

16. L'article 57 de la dite loi, abrogé par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, est remplacé par le suivant:

16. Section 57 of the said act, repealed by section 7 of the act 14-15 George VI, chapter 33, is replaced by the following:

R.S., c.
142, s. 57,
replaced.

Avis de
poursuite.

"57. 1. Aucune poursuite pénale n'est intentée en vertu de la présente loi sans qu'une personne autorisée à l'intenter ait adressé par la poste à l'inculpé un avis préalable décrivant l'infraction, spécifiant l'amende minimum et indiquant l'endroit

"57. 1. No penal prosecution shall be taken under this act unless someone authorized to do so has previously sent by mail to the accused a notice describing the offence, specifying the minimum fine and indicating the place where such fine

Notice of
prosecu-
tion.

où elle peut être payée avec, en outre, un dollar pour les frais, dans les dix jours suivants.

Païement. 2. Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Responsabilité civile. 3. Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

Présomption de culpabilité. 4. Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou révocation d'un permis ou d'un certificat d'enregistrement, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité de poursuite découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité.

Avis au Bureau. 5. La personne qui reçoit un paiement en vertu du présent article est tenue de se conformer à l'article 76.

Omission de l'avis de poursuite. 6. L'omission de donner l'avis requis par le présent article ne peut être invoquée à l'encontre d'une poursuite pour infraction et il n'est pas nécessaire d'alléguer qu'il a été donné, ni d'en faire la preuve. Mais, si l'inculpé, lors de sa comparution, admet sa culpabilité et prouve ensuite que cet avis ne lui a pas été donné, il ne peut être condamné à payer un montant plus élevé que celui qu'il aurait été appelé à payer en vertu de l'avis.

Exceptions. 7. Le présent article ne s'applique pas :
a) à une infraction autre que la première;
b) lorsque l'inculpé a été arrêté ou ne réside pas dans la province;
c) lorsque l'avis sommaire a été donné suivant l'article 58."

S.R., c. 142, a. 64, ab. **17.** La section XII de la dite loi comprenant l'article 64 est abrogée.

Id., a. 68, mod. **18.** L'article 68 de la dite loi, modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 21, l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 33, l'article 10 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 13, l'article 39 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 16, l'article 9 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 9, et l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 28, est de nouveau modifié :

may be paid with one additional dollar for the costs, within the ensuing ten days.

Payment. 2. The payment of the amount required within the delay fixed in the notice shall prevent a penal prosecution.

3. Such payment, however, cannot be invoked as an admission of civil liability. **Civil liability.**

4. After such payment, the accused shall be regarded as having been convicted of the offence. However, if such offence involves the suspension or cancellation of any permit or registration certificate, the accused, if he was not so informed in the notice, may waive the immunity from prosecution resulting from such payment and so nullify his admission of guilt. **Conviction presumed, etc.**

5. Any person who receives a payment under this section must comply with section 76. **Notice to Bureau.**

6. Failure to give the notice required by this section cannot be set up against a prosecution for an offence and it shall not be necessary to allege or prove that such notice was given. But if the accused, on appearing, pleads guilty and later proves that he was not so notified, he cannot be condemned to pay more than the amount he would have been required to pay under the notice. **Failure to give notice of prosecution.**

7. This section shall not apply :
a. to any offence other than the first; **Exceptions.**

b. when the accused has been arrested or does not reside in the province;
c. when a summary notice has been given under section 58."

17. Division XII of the said act, comprising section 64, is repealed. **R.S., c. 142, s. 64, repealed.**

18. Section 68 of the said act, amended by section 4 of the act 13 George VI, chapter 21, section 8 of the act 14-15 George VI, chapter 33, section 10 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 13, section 39 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 16, section 9 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 9, and section 2 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 28, is again amended : **Id., s. 68, am.**

a) en ajoutant au sous-paragraphe e du paragraphe 1, ce qui suit:

“et réglementer les écoles de conduite;”;

b) en ajoutant au sous-paragraphe s du paragraphe 1, ce qui suit:

“réglementer la vente et l’usage d’huile servant au fonctionnement des freins, l’arrimage des charges et le transport d’explosifs;”.

a. by adding to paragraph e of subsection 1, the following:

“and regulate driving schools;”;

b. by adding to paragraph s of subsection 1, the following:

“regulate the sale and use of brake-fluid, the fastening of loads and the transportation of explosives;”.

S.R., c.
142, a. 82,
mod.

19. L’article 82 de la dite loi, remplacé par l’article 51 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 67, et modifié par l’article 29 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 64, est de nouveau modifié en insérant dans la troisième ligne, après le chiffre “41” ce qui suit: “48, 48a, 49”.

19. Section 82 of the said act, replaced by section 51 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 67, and amended by section 29 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 64, is again amended by inserting, after the number “41” in the third line, the following: “48, 48a, 49”. R.S., c.
142, s. 82,
am.

“Li-
cense”.

20. Le mot “licence”, employé dans la dite loi pour désigner un permis de conducteur ou de chauffeur, signifie l’un de ces permis.

20. The word “license”, used in the said act to designate an operator’s or chauffeur’s permit, means such a permit. “Li-
cense”.

Entrée en
vigueur
(a. 16, en
vigueur le
1er août
1962,
G.O.,
p. 4027.)

21. La présente loi entrera en vigueur le 1er juillet 1962, sauf l’article 3 qui entrera en vigueur le 1er janvier 1963 et l’article 16 qui entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

21. This act shall come into force on the 1st of July 1962, except section 3 which shall come into force on the 1st of January 1963, and section 16 which shall come into force on the date which shall be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming
into force
(s. 16, in
force the
1st Aug.,
1962,
O.G.,
p. 4027).